

# Royaume d'Espagne : Première analyse sur le résultat des élections du 10 novembre

samedi 16 novembre 2019, par [BUSTER Gustavo](#), [RAVENTOS Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2019).

**Un peu moins de trente-six heures après avoir pris connaissance des résultats des élections du 10 novembre, ce qui avait été impossible le 28 avril est devenu réalisable : la constitution d'un gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos.**

Après la signature d'un document vague comme première pierre de l'édifice, le plus simple à faire reste : étendre le soutien parlementaire à Más País-Más Compromis [formation animée par Íñigo Errejón avec ses alliés électoraux], aux partis régionalistes de Cantabrie et des Canaries, au Bloc nationaliste galicien (BNG) et au Parti nationaliste basque (PNV). Par contre, le plus difficile reste : obtenir l'abstention d'ERC (Gauche républicaine de Catalogne) et de Bildu (coalition indépendantiste basque).

Dans ce bref laps de temps, les deux autres options possibles ont été écartées : 1) la Grande Coalition PSOE-PP, ou une version mineure telle que l'abstention du PP face à un gouvernement du seul PSOE de Sánchez ; et 2) un gouvernement de Sánchez, soutenu par Unidas Podemos et d'autres forces régionalistes et de gauche, qui compte sur l'abstention des dix députés qui restent à Ciudadanos après sa dégringolade (de 57 députés à 10).

La première option était la formule préférée par le patronat et les « pouvoirs de fait » issus du régime de 1978 ; ils l'ont clairement défendue. Lors de la réunion de bilan des élections tenue par la direction du PP, sa porte-parole Cayetana Álvarez de Toledo l'a présentée comme un front constitutionnaliste qui devait inclure Ciudadanos et maintenir un cordon sanitaire face à Unidas Podemos et aux indépendantistes catalans. S'y ajoutait l'exigence d'une rupture des alliances du PSOE avec ces derniers dans les municipalités et les régions autonomes. Cette formule aurait soumis le PSOE au veto combiné du PP et de Ciudadanos et mis l'opposition et les partis nationalistes et autonomistes hors des murs. Cette orientation aurait ouvert un processus de radicalisation à droite et à gauche, avec des conséquences prévisibles sur la légitimité déjà affaiblie du régime de 1978.

La deuxième option consistait à revenir à celle défendue par Pedro Sánchez après les élections du 28 avril. Sa non-concrétisation l'a conduit à convoquer de nouvelles élections [*celles du 20 octobre*]. Il va sans dire que l'échec de cette stratégie a été retentissant : le PSOE a perdu trois sièges [*120 au lieu de 123*] et la majorité absolue au Sénat [une instance importante concernant le budget et l'application de l'article 155 qui permet de placer la Catalogne sous le contrôle du pouvoir central]. Le prétendu bloc parlementaire « progressiste » censé soutenir le projet de Sanchez est tombé de 165 à 158 députés [*120 PSOE, Unidas Podemos 35, Más País-Más Compromis 3*] et l'alternative du « centre », incluant Ciudadanos, a passé de 180 à 130 députés.

Mais, par ailleurs, la croissance annoncée de Vox [*dont le leader est Santiago Abascal*], qui a obtenu 28 sièges supplémentaires [*52 sièges*], place le gouvernement alternatif de la droite à 152 sièges,

par rapport aux 150 qu'elle avait obtenus le 28 avril, la poussant ainsi sensiblement vers l'extrême droite. L'effondrement de Ciudadanos, qui a conduit à la démission de son patron [Albert Rivera] et à son retour à la « vie privée », a impliqué un transfert de suffrages en direction du PP [+21 sièges par rapport à avril] et de Vox, révélant les vases communicants entre les trois partis de la droite espagnole.

Quant au bloc indépendantiste catalan - dont le PSOE s'est clairement distancié afin de montrer qu'il respecte les limites légales imposées par la Constitution actuelle -, il a augmenté ses suffrages [en Catalogne] de plus de 3% (de 39,4% à 42,6%) et le bloc pour l'autodétermination en Catalogne est passé à 57,4%. A cela s'ajoutent les nouveaux sièges obtenus par Bildu, la CUP et BNG.



Tout cela a sans doute pesé sur la décision rapide de Pedro Sánchez, qui se trouvait à une croisée des chemins, situation qui aurait pu aboutir à ce que ce qui reste d'initiative lui soit enlevé par les mêmes « pouvoirs de fait » qui l'avaient expulsé du secrétariat général du PSOE en octobre 2016 [il reviendra à la direction du PSOE en juin 2017], quand il a refusé d'assumer une position d'abstention face à la constitution d'un gouvernement d'alternance bipartisane du PP. Ont aussi pesé probablement les cris des militants de son parti, rassemblés devant le siège du PSOE, 70 rue de Ferraz à Madrid, la nuit des élections : « Avec Pablo Casado [PP] non, avec Iglesias oui. »

Une fois le document signé avec Unidas Podemos, les trois droites ont resserré leurs liens, tout en insistant sur le fait qu'il était encore temps de mettre en place une Grande Coalition. Mais l'objectif était simplement d'augmenter l'usure du PSOE depuis la droite et de souligner sa dépendance à une abstention d'ERC et de Bildu pour obtenir les conditions de la constitution d'un gouvernement. Les tentatives de tester Ciudadanos en parallèle ont été écourtées par Inés Arrimadas [la nouvelle patronne de C's]. Cette dernière a fait de la défense de l'alternative de droite la plate-forme de son remplacement, dans la continuité, d'Albert Rivera (conscient des problèmes économiques qui menacent l'existence du parti suite à ses pertes électorales). Et Casado a réaffirmé que dans la Grande Coalition qu'il défend, le « constitutionnalisme » serait apporté par le PP, et non par le PSOE de Sánchez...

La polarisation politique croissante n'est donc pas une simple substitution du bipartisme dynastique [alternance PSOE-PP dans le contexte monarchique de 1978] par un « bloquismo » [grande coalition] hégémonisé par le PP et le PSOE, mais la conséquence de la crise du bipartisme et de l'érosion du consensus constitutionnel du régime de 1978, sans qu'existe une alternative à celui-ci.

Stabilité ? Chaque nouveau processus électoral depuis 2015 a révélé les difficultés croissantes, qui reflètent la crise structurelle du régime de 1978 que nous avons analysée tant de fois. L'impasse électorale, avec la crise du bipartisme, le renforcement d'une situation complètement différente par rapport au reste du royaume aussi bien dans la Communauté autonome basque (pas de présence parlementaire pour le PP, Ciudadanos ou Vox) qu'en Navarre ou en Catalogne (avec la nouveauté de l'irruption de la CUP pour la première fois dans une élection dans l'Etat espagnol, et un pourcentage très minoritaire de voix pour le PP, Ciudadanos et Vox, avec 6 députés sur un total de 48), à laquelle s'ajoute le poids déterminant des forces autonomistes dans un nombre croissant de Communautés autonomes, est le reflet de la crise profonde de l'Etat des autonomies, un des éléments constitutifs essentiels du régime de 1978. Mais cela traduit aussi la crise d'un Etat qui nie l'existence de la

pluralité nationale, et des mécanismes pour l'articuler fonctionnellement, dans le but d'affirmer une souveraineté unique qui, bien qu'elle prétende être le fruit d'un pacte « constitutionnaliste », a progressivement renforcé son caractère nationaliste et conservateur hérité du franquisme, dont Vox bénéficie si clairement aujourd'hui, mais aussi le PP et des secteurs de Ciudadanos.

Le cordon sanitaire établi contre l'ensemble de l'indépendantisme, que Vox voudrait étendre au PNV et aux partis régionalistes - à l'exception de l'Unión del Pueblo Navarro, mimétisme du réseau clientélaire du vieux carlisme franquiste - a également été revendiqué pour Unidas Podemos (UP) par des organisations patronales. Ce veto face à la participation d'UP à un gouvernement de coalition avec le PSOE de Sánchez, réitéré par les organisations patronales y compris après la signature de l'accord, est en fait un veto : à une augmentation du salaire minimum interprofessionnel, à une réforme fiscale progressiste qui réduirait le déficit social comparé à la moyenne de la zone euro, à un programme redistributif pour la reconstruction de l'Etat-providence après les ravages des politiques néolibérales et le sauvetage bancaire de la grande récession 2008-2009, cela au seuil d'une seconde phase récessive.

Stabilité ? Pour ce qui a trait à l'agenda social, il s'agit de maintenir les privilèges des classes dirigeantes, leur parasitisme clientélaire dépendant du budget de l'Etat face aux demandes les plus élémentaires et aux mobilisations des classes populaires qui n'ont pas retrouvé leur niveau de vie et qui font face maintenant à une nouvelle dégradation. Autrement dit, la stabilité renvoie ici, de même, à la capacité de répression, à une dystopie réactionnaire dont la meilleure expression est Vox lorsqu'il s'affronte localement aux tentatives d'organisation syndicale des travailleurs immigrés dont dépendent les exportations agricoles vers le marché européen. S'il y a une confluence entre la question nationale et la question sociale évidente et réactionnaire, c'est bien celle de Vox. Sa croissance électorale rapide est une expression toxique de la gravité de la crise du régime de 1978.

Au-delà des revendications sociales immédiates face aux ravages de la gestion néolibérale de la Grande Récession et de sa phase suivante, et au-delà des implications antidémocratiques de la réponse « constitutionnaliste » à la revendication populaire du droit à l'autodétermination en Catalogne, les appels à la stabilité cherchent à continuer de différer les solutions politiques à la crise structurelle du régime de 1978, à gagner du temps en faveur des classes dirigeantes, alors que celles-ci ont toujours plus de difficultés pour continuer à gouverner et à trouver des solutions provisoires, en s'épuisant plus rapidement.

Dans ce contexte, les semaines à venir mettront ce débat stratégique sur la table, quoique de manière déformée, autour de l'abstention d'ERC et de Bildu ainsi que de la composition et du programme du gouvernement PSOE-UP lui-même. L'échec de la stratégie électorale de Sánchez l'a forcé à faire un virage tactique vers la gauche, mais cela fait du nouveau gouvernement le théâtre de toutes les tensions décrites. Il convient donc de rappeler les limites intrinsèques à sa gestation et ce que l'on peut attendre de lui dès le départ. Parce que l'échec de la stratégie électorale de Sánchez (pour le 10 novembre) n'a peut-être pas été d'une dimension comparable à ce que révélera la nature du nouveau gouvernement de coalition qu'il pourrait présider.

Le point de départ de cette analyse pourrait être la « Proposition ouverte pour un programme progressiste commun » faite par le PSOE le 3 septembre. Si on le compare avec le document de coalition signé le 12 novembre [entre Sánchez et Iglesias] - qui n'est pas un programme gouvernemental, mais des éléments d'accord pour y parvenir, ce qui se répète, plutôt que ses ambiguïtés, ce sont les mêmes silences sur la contre-réforme du travail de 2012, sur la « Ley mordaza » [loi adoptée en 2015 faisant de la liberté d'expression, de manifestation et d'information de possibles délits], sur l'absence de régulation des loyers (demande traditionnelle du municipalisme de gauche). Alors que les points 9 et 10 précisent clairement le but du « dialogue en Catalogne », non comme un problème politique, mais comme relevant de l'ordre public et de la « coexistence »

dans le cadre constitutionnel. Quant à la réforme budgétaire qui « nous rapproche de l'Europe », elle est subordonnée aux « accords de responsabilité budgétaire », qui sont l'expression du consensus néolibéral de Bruxelles que Nadia Calviño [*ministre de l'Economie et des Entreprises depuis juin 2018*] va représenter dans le nouveau gouvernement. Si en septembre « la musique sonnait bien » aux oreilles de Pablo Iglesias, maintenant il a accepté comme siennes cette mélodie et la discipline face au partenaire majoritaire (PSOE), étant donné l'absence de veto dans l'accord, ceci malgré les objections de quelques secteurs de la direction d'Unidas Podemos, ou d'Alberto Garzón d'Izquierda Unida.

Le gouvernement de coalition PSOE-UP sera-t-il non seulement une digue face à l'alternative de droite, mais aussi un terrain de conflits en son sein, comme l'entend la stratégie eurocommuniste qui a semblé guider Pablo Iglesias au cours des trois élections ? Au-delà des options tactiques conjoncturelles, l'autolimitation d'Unidas Podemos à de seuls ministères sociaux et la réaffirmation de sa loyauté en tant que partenaire minoritaire dans la direction politique du gouvernement soulèvent des questions fondamentales, c'est-à-dire de volonté politique, sur la manière dont Unidas Podemos va tenter de combiner son rôle de « parti au pouvoir » et de « parti de combat ».

Il est trop tôt, bien sûr, pour tirer une conclusion. Mais la prudence exige de tirer les leçons des erreurs du passé, dont l'une est la renonciation à une stratégie républicaine qui unit résolument la dite question sociale à la question démocratique nationale, et qui, par l'expérience collective, constituera une alternative à la crise irréversible du régime de 1978, dont le nouveau gouvernement sera une conséquence et, dans le meilleur des cas, un terrain plus favorable au débat pour les mouvements sociaux, mais aussi à une polarisation plus antagonique.

**Gustavo Buster et Daniel Raventós**

---

## **P.-S.**

• « Royaume d'Espagne. Un gouvernement de « coalition progressiste » dans le contexte du régime de 1978 ». Article publié sur le site Sin Permiso, en date du 13 novembre 2019 ; traduction rédaction A l'Encontre du 14 novembre :

<http://alencontre.org/europe/royaume-despagne-un-gouvernement-de-coalition-progressiste-dans-le-contexte-du-regime-de-1978.html>

• Gustavo Buster et Daniel Raventós sont responsables éditoriaux du site Sin Permiso.